



Communiqué

Israël – Palestine

La voie vers la paix ou la course vers l'abîme

C'est avec indignation et consternation que l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE*) a appris l'annonce, par le président des États-Unis, de la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël et du futur transfert de l'ambassade. Cette décision conforte la politique menée par les gouvernements israéliens successifs qui n'ont cessé d'étendre les implantations israéliennes illégales sur le territoire qui doit permettre le respect des droits des Palestiniens dans le cadre d'un accord comportant des frontières sûres à deux États, parce que mutuellement reconnues et garanties internationalement.

Outre que la décision américaine revient à confier à un seul État la gestion d'un territoire sacré pour les trois religions monothéistes, elle est contraire au statut international de Jérusalem défini dans ce but par le droit international, tel qu'il s'exprime dans de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, de la plus ancienne sur le sujet (n° 252 en 1968) à la plus récente (n° 2334 en 2016). Elle engage davantage encore le gouvernement israélien à s'aventurer, comme il le fait depuis 1980, dans une voie sans issue autre qu'une course vers l'abîme, totalement contraire tout à la fois aux intérêts à long terme de l'État d'Israël, des juifs du monde entier et d'une paix durable, parce que juste. Juste, dans la mesure où elle permettrait la réalisation des droits des Palestiniens, à commencer par leur droit à un État souverain, tout en préservant le droit à l'existence d'Israël.

Cette politique met le feu aux poudres en humiliant les Palestiniens et au-delà, les peuples du Proche-Orient.

L'UJRE, qui salue le désaccord manifesté par le président Macron, et au-delà par l'Union européenne, persiste à penser que la France, sans plus attendre, doit reconnaître l'État de Palestine. Tant qu'elle tergiverse, elle porte une part de responsabilité dans la dégradation de la situation, comme tous les États qui laissent agir le gouvernement israélien sans aucune limite.

L'UJRE déplore que le Crif ait pu demander au président Macron de s'aligner sur la décision du président américain. Elle le déplore d'autant plus qu'il prétend représenter les institutions juives de France et, partant, les juifs de France, feignant d'ignorer qu'une grande partie de l'opinion française, juifs compris, est opposée à la politique d'occupation du gouvernement israélien.

Pour une paix durable, parce que juste, l'UJRE demande :

- qu'une pression s'exerce sur le gouvernement d'Israël, dans les deux domaines du commerce international, notamment par la suspension de l'accord d'association commerciale qui accorde aux exportateurs israéliens vers l'Europe les mêmes avantages que s'ils étaient européens, et dans celui des investissements financiers dont bénéficie Israël,
- que l'ONU exhorte le président des États-Unis à revenir sur son annonce. ■

Bureau de l'UJRE

13/12/2017

* L'UJRE, issue du mouvement de résistance « Solidarité » naît en 1943, dans la clandestinité, dans et par la Résistance à l'occupant nazi